

BOUIRA

Un réseau de soutien au terrorisme démantelé par la BMPJ

Au moment où les éléments de l'ANP sont déployés un peu partout à travers plusieurs régions de la wilaya de Bouira, en traquant les dernières poches de terroristes encore en activité, les autres corps de sécurité, dont les renseignements, la gendarmerie et la police, travaillent activement en exploitant les moindres données recueillies auprès des terroristes abattus ou capturés vivants, ainsi que des informations émanant des citoyens, pour extirper ce fléau transnational qu'est le terrorisme à la base, en démantelant les réseaux qui leur servent de soutien logistique et comme source de recrutement des nouveaux candidats à la folie meurtrière, des extrémistes religieux de Daesh et consorts.

Ainsi, dans ce cadre, nous avons appris de sources sécuritaires sûres que les éléments de la BMPJ de Bouira qui ont exploité des informations précieuses arrachées auprès du terroriste captu-

ré vivant lors de la fameuse offensive anti-terroriste de mai dernier dans la

forêt d'Errich et au cours de laquelle, 14 terroristes ont été éliminés et un autre capturé vivant, les éléments de la BMPJ relevant de la Sûreté de wilaya de Bouira ont également exploité une puce retrouvée dans le portable d'un des 14 terroristes abattus. Aussi, les données contenues dans cette puce ont permis aux policiers de retrouver des numéros de téléphone,

remonter vers leurs propriétaires et ainsi, démanteler le réseau de soutien aux terroristes et qui était constitué de 5 individus tous natifs de la commune de Dellys dans la wilaya de Boumerdès.

Ayant le feu vert du procureur près la cour de Bouira, les éléments de la PMPJ de Bouira ont ainsi identifié ces cinq individus qu'ils ont interpellés chez eux la semaine dernière

dans la commune de Dellys. Les cinq individus ont été présentés avant-hier jeudi, devant le procureur de la République près la cour de Bouira, qui les a arrêtés pour des chefs d'inculpation d'adhésion et soutien au terrorisme, avant d'être placés sous mandat de dépôt par le juge d'instruction durant la même journée.

H. M.

MOSTAGANEM

Le e-commerce en débat

La Chambre de commerce et d'industrie CCI Dahra a abrité avant-hier une thématique portant sur le e-commerce en Algérie.

Le e-commerce, une nouveauté très attendue, est enfin mise à disposition de tous les Algériens. Mais qu'est ce que le e-commerce ? Le e-commerce ou commerce électronique, consiste à échanger des biens et des services entre deux personnes à distance sur les réseaux informatiques, c'est-à-dire via internet. Né ces dernières années, il s'est surtout démocratisé avec l'apparition des paiements en ligne et la démocratisation de l'accès à

Internet dans les foyers. A ses débuts, le e-commerce ne rencontrait pas une réussite, à cause de la crainte des investisseurs et la prudence des acheteurs sur l'utilisation de ce nouveau canal. Cela est notamment dû à 3 facteurs essentiels au commerce : la livraison, les moyens de paiement et avec la démocratisation d'internet dans les foyers petit à petit, ces facteurs se développant et devenant de plus en plus fiables, on assiste à l'essor du e-commerce sur toute la planète.

Dans son intervention, le président de la CCI Dahra M. Abdelkader Bezzaouch dira

«qu'on connaît tous les avantages du e-paiement dans le monde et chez nos voisins du Maghreb. Le e-commerce englobe essentiellement les transactions commerciales s'effectuant sur Internet à partir des différents types de terminaux mais également celles réalisées à partir d'applications spécifiques (applications mobiles) qui ne font pas appel souvent à l'internet. Le e-commerce est devenu le principal canal de la vente à distance ce qui explique le remplacement du terme de vente par correspondance par celui de vente à distance».

Le directeur de la chambre du commerce a axé son intervention sur l'envol du e-commerce en Algérie. «Il suffira dira-t-il d'un seul clic sur un

site de vente en ligne proposant de nombreuses gammes de produits de bonne qualité et surtout avec des prix concurrentiels.»

D'autres thèmes ont été débattus dont : le commerce électronique, perspectives et défis animés par M. Younès Grar, expert consultant en e-commerce, tandis que le docteur Youcef Mebbani de l'université de Mostaganem a présenté une thématique sous le thème «introduction en e-business». Enfin à l'adresse de tous les participants, M. Abdelkader Sari, informaticien à la Sonatrach, a développé une communication sur le sujet débattu aujourd'hui : le e-Commerce : concrétisation du projet.

A. B.

TIGZIRT (TIZI-OUZOU)

Atelier de lancement du développement local et démocratie participative

La ville de Tizirt, une quarantaine de kilomètres au nord de Tizi-Ouzou, a accueilli, jeudi dernier, la cérémonie de lancement officiel du programme de renforcement des acteurs de développement locaux (Capdel), au niveau de cette commune qui en est récipiendaire au même titre qu'une dizaine de communes du pays.

La rencontre qui s'est tenue au niveau du cinéma Mizrana de la ville a vu la participation des représentants du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, de M^{me} Isabelle Ribot représentant la délégation de l'Union européenne en Algérie, de M^{me} Farida Kebri du Programme des Nations-Unies pour le Développement en Algérie (Pnud) ainsi que de M. Dahmani Mohamed chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Etaient présents aussi le secrétaire général de la

Wilaya, le représentant du P/APW de Tizi-Ouzou ainsi que de nombreux représentants d'organismes et de services de l'Etat dont le recteur de l'université de Tizi-Ouzou (Tigzirt 5, Tizi-Ouzou), Ghazaouet (Tlemcen), Ouled Abdelkader (Chlef), Beni Maouch (Béjaïa), Djémila (Sétif), Messaâd (Djelfa) Babar (Khenchela), Adrar (Timimoun) et Djanet (Illizi) sont retenus, à titre expérimental, dans le cadre ce programme financé par l'UE à hauteur de 7 700 000 euros, le gouvernement algérien 2 970 000 USD et le Pnud 200 000 USD.

«Le Capdel vise à renforcer les capacités des autorités locales et de la société

civile comme acteurs du développement local, à améliorer les systèmes de planification stratégique et de démocratie locale, en y intégrant notamment les femmes et les jeunes, et leur articulation avec les différents niveaux de gouvernance, communal, wilaya et régional en premier lieu. Il appuiera techniquement et financièrement les autorités locales, la société civile, les femmes et les jeunes dans la réponse à leurs priorités en termes d'amélioration des opportunités économiques et d'accès à des services administratifs et sociaux de qualité. Il contribuera ainsi à la consolidation de la gouvernance, au renforcement du tissu social et du capital social, et à la diversification de l'économie», selon un document de présentation de ce projet qui s'étendra sur quatre ans au niveau des dix communes pilotes avant d'être étendu, ensuite, au reste des collectivités locales du pays.

S. A. M.

AÏN DEFLA

La Protection civile élabore un vaste plan de prévoyance des risques

Un important regroupement de formation d'officiers de la Protection civile sera chargé de l'inspection des mesures de sécurité en cours d'installation au niveau des tunnels sous le mont Ramdhane d'un linéaire de 3 300 m et celui sous le mont El Guntass, d'une longueur de 7 200 m, considéré comme le plus long d'Algérie, situés tous les deux à cheval entre El Hoceïnia et Aïn Soltane.

Ce stage s'est déroulé en 2 phases. La première à Médéa a été encadrée par M. Mokhtari, chef du département études et réglementation au niveau de la Direction nationale de la Protection civile assisté des Directeurs des wilayas de Médéa et de Aïn Defla.

Cette première phase à laquelle ont collaboré 2 experts de la Sécurité civile française et qui a duré 5 jours, a regroupé 14 officiers venus de 10 wilayas. Durant ces 5 jours, la formation a été axée principalement sur l'aspect théorique et l'examen des normes de sécurité pour la prévention et l'intervention en cas d'accidents dans des ouvrages ferroviaires et routiers.

La seconde phase, qui s'est déroulée jeudi dernier, a consis-

té en une inspection des installations et des équipements de sécurité en cours d'installation dans les 2 bitubes ferroviaires qui totalisent un linéaire de plus de 10 km sous les 2 montagnes.

A noter que selon le chef du mégaprojet, il reste à forer 300 m dans l'un des tubes et 500 m dans le second tube dans le tronçon de 7,2 km sous le mont El Guntass, tandis que le tronçon de 3,5 km sous le mont Ramdhane, confié à un groupement de travaux publics turcs, le forage a été achevé depuis des mois.

Interrogé sur une échéance prévisionnelle sur la mise en service de ces 2 tunnels, le chef du projet n'a pu donner de réponse, mais seulement que les travaux se déroulent normalement, surtout a-t-il ajouté que

ces deux ouvrages seront dotés d'installations techniques très modernes.

Interrogé sur l'aspect technique mis en œuvre dans la réalisation de ces 2 ouvrages, M. Jean Luc Barnay, expert français de la Sécurité civile, n'a pas caché sa satisfaction disant même que non seulement les normes sont respectées mais qu'il y a même un plus. Toutefois, a-t-il ajouté, «à ne pas omettre que ces ouvrages sont en phase de chantier et que d'autres évaluations seront à faire avant et après la mise en service, des évaluations qui demanderont à être actualisées périodiquement et systématiquement.

Interrogé aussi sur la relation de coopération entre la Protection civile algérienne et la Sécurité civile française en matière de prévention et de méthodes d'intervention, le capitaine Barnay nous dira «Nous entretenons depuis longtemps de bonnes relations de coopération et d'échanges d'informations sur les expériences respectives auxquelles nous nous trouvons confrontés.».

Karim O.